

INFORMATIQUE

# «50% des ingénieurs algériens ont quitté le pays»

**Alors que les échéances fixées arriveront à terme juillet 2009 prochain, le lancement de la vente par Internet en Algérie, le e-commerce, continue d'alimenter l'actualité de ces derniers jours.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, M. Hamid Bessalah, a annoncé, hier, à l'ouverture du salon des technologies de l'information Med-IT2009, la modification de la loi sur les télécommunications, qui est déjà en cours d'élaboration.

Le projet de loi sera proposé au gouvernement avant l'automne, a affirmé le ministre. C'est effectivement une nécessité absolue pour mettre en place l'arsenal juridique et organisationnel d'accompagnement de l'introduction des nouvelles technologies, car il s'agit de la sécurité financière des consommateurs. Le ministre a également évoqué la

nécessité de mettre à niveau toutes les infrastructures des télécommunications, d'améliorer la fibre optique et d'accélérer l'accès au haut débit.

Ce sont là des conditions incontournables pour le fonctionnement de la vente sur Internet. Le ministre du Commerce, El-Hachemi Djaâboub, présent à ce salon, a soutenu, de son côté, que «les nouvelles mesures de sécurité impliquent l'ensemble des départements ministériels». C'est pourquoi, il plaide pour la création de brigades

multisectorielles pour mettre en place des dispositifs visant à garantir la sécurité des transactions et le paiement en ligne. Par ailleurs, M. Bensalah a touché du doigt la formation en technologie de l'information, dont le nombre, dit-il, est très insuffisant, avec aussi l'amer constat de voir que 50% des ingénieurs en informatique formés en Algérie ont quitté le pays. Il est temps, selon lui, de recenser les besoins dans le domaine et de former en conséquence. Tout comme le département chargé des TIC a

pris la décision de former des femmes instruites qui n'ont pas la chance de travailler, à l'utilisation de l'outil informatique, et ce, en perspective du développement de la vente via le net. Une convention a été signée avec le ministère de la Formation professionnelle pour l'utilisation de ses centres en dehors des heures de l'enseignement. Le ministre Bensalah envisage également de donner un nouveau sort pour la télé-médecine, considérant que c'est le moyen efficace de faire bénéficier les zones rurales

des compétences existantes dans les grands hôpitaux nationaux et étrangers. Revenant toujours à l'utilisation de la signature électronique, le ministre a insisté sur l'importance de créer un mécanisme de contrôle et de protection de celle-ci. Evoquant la stratégie E-Algérie 2013, le ministre a souligné qu'entre 500 à 600 actions et projets sont à réaliser dans ce cadre et que l'administration publique a recensé près de 400 services à fournir au citoyen en ligne.

R. M.

## LE DIRECTEUR EXÉCUTIF DE HB TECHNOLOGIES AU SOIR D'ALGÉRIE :

# «Nous apportons la sécurité maximale»

**Spécialisée dans le développement des solutions d'identification de haute sécurité, de la production et de la personnalisation des cartes électroniques, HB Technologies est leader dans son domaine en Algérie et même dans le reste de l'Afrique et au Moyen-Orient, par ses résolutions de pointe. Dans cet entretien express, le directeur exécutif de cette société, M. Abdelhamid Benyoucef, nous parle des produits très spécifiques fabriqués dans une grande usine dotée des dernières technologies informatiques, à l'est d'Alger.**

**Le Soir d'Algérie : Votre présence au Salon Med-It est remarquable par la diversité des produits exposés. Quel est l'objectif de votre participation à cet événement ?**

**Abdelhamid Benyoucef :** C'est en effet notre troisième participation au Salon Med-It. L'objectif est de montrer nos produits soft (les logiciels) pour la sécurité des entreprises et institutions, comme le produit Kalaâ qui est une solution 100% algérienne et un outil d'authentification très sécurisé et offre une traçabilité pour les accès physique

et logique de l'entreprise. Ce produit concurrence même les produits Aladin et Athena. Le deuxième produit que nous voulons promouvoir dans ce salon, c'est le logiciel fidélité, destiné à la grande distribution, à l'exemple des compagnies aériennes, des grandes surfaces et autres. Le troisième produit est l'opération System OS, qui est un système de sécurisation des banques des données des sociétés, par une puce. Sauf les détenteurs de cette dernière auront accès aux données.

**Quelle est la population ciblée dans ce salon ?**

Ce qui nous intéresse, ce sont particulièrement les directeurs informatiques des entreprises et des institutions de l'Etat. Ce sont eux que nous souhaitons sensibiliser sur nos différents produits et leur montrer toutes les solutions que nous développons. Je tiens particulièrement à préciser qu'en matière de cartes à puce, seulement celles fabriquées en Algérie sont à 100% sécurisées.

**Quelle est votre part du marché de la carte monétique ?**

Nous détenons actuellement 95% du marché national, contre 5% se trouvant chez la Satim. Nous avons 7 millions de cartes sur le marché dont les six millions de cartes d'Algérie Poste, qui est notre premier partenaire, avec aussi quelques banques.

**Le marché de la monétique est-il attractif ?**

Evidemment. Notre pays vient juste de se mettre à niveau dans ce domaine. Il y a un avenir florissant. Prochainement, nous allons livrer à Algérie Poste les cartes CCP de paiement. Nous développons également les logiciels utilisés dans les terminaux de paiement électronique (TPE). Aussi, nous sommes en pleine consultation avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales concernant la production des cartes d'identité biométriques. Les contacts vont bon train. Et je crois que ce département a toute la confiance dans les entreprises nationales et des compétences recueillies à l'intérieur de celles-ci.

**Vos produits sont certifiés ?**

Nous maintenons un système de management de la qualité selon les exigences de la norme ISO 9001-2000 certifiée par le bureau de certification AIB Vinçotte International en

juin 2008. Nos installations et infrastructures de production et personnalisation ont été approuvées conformes aux standards de sécurité physique et logique Visa International en mai 2008. Le processus de mise en conformité aux standards de sécurité physique et logique Mastercard est en cours de finalisation avec pour objectif son approbation en mars 2009. Tout ça pour vous dire à quel point nous tenons aux normes sécuritaires. Je peux même ajouter que notre site est l'un des plus sécurisés en Algérie. Ce que, par contre, nous ne comprenons pas, c'est le fait que nos cartes sont accessibles dans le monde entier sauf chez les distributeurs automatiques interbancaires de la Satim. Une problématique que je tiens particulièrement à relever. Nous ne comprenons pas pourquoi cette défaillance de l'entreprise publique.

R. M.

## CONFLIT ALGÉRIE TÉLÉCOM-EEPAD

# L'ARPT aux abonnés absents

**La clientèle de l'Etablissement d'enseignement professionnel à distance (Eepad) attend toujours un règlement définitif du conflit qui oppose cette entreprise à Algérie Télécom. De son côté, l'Autorité de régulation des postes et télécommunications, censée protéger les droits des usagers, refuse toujours d'intervenir.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Comme au premier jour de cette crise qui secoue le cyberspace algérien, l'Autorité de régulation des postes et télécommunications est encore aux abonnés absents. «Nous ne pouvons faire de déclarations à propos du conflit qui oppose Algérie Télécom à l'Etablissement d'enseignement professionnel à distance. C'est un différend purement commercial, l'ARPT n'est donc pas concernée» a indiqué, hier, le responsable de la communication de cet organisme indépendant.

Pourtant, l'une des missions essentielles de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications est de défendre et de protéger les usagers de ce secteur. Selon la loi 2000-03 fixant les règles générales relatives à la Poste et aux Télécommunications, l'ARPT se doit «d'arbitrer les litiges qui opposent les opérateurs entre eux ou avec les utilisateurs». L'Autorité a donc été défaillante alors que son intervention aurait permis de défendre les intérêts des usagers et de trouver un terrain d'entente entre les antagonistes dans le cadre fixé par la réglementation en vigueur.

Dimanche, l'opérateur public a accepté de rétablir la connexion Internet à condition que son «partenaire» privé paie ses dettes avant le 26 mai. Une «dernière chance», pour reprendre le communiqué d'AT. Au-delà de cette date limite, l'Eepad ne pourra plus offrir de service Internet à ses abonnés. Encore une fois, dans ce conflit, ce sont les 87 000 particuliers et les 1 600 cybercafés clients de l'en-

treprise de Nouar Harzallah qui seront les premiers lésés. Le préjudice financier et moral a déjà été important lors de la coupure imposée par Algérie Télécom durant cinq jours. Pour sa part, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information est le seul à avoir évoqué la problématique de la clientèle de l'Eepad. «Algérie Télécom a engagé une opération dans le but de récupérer et de recouvrer ses créances sans porter préjudice aux usagers de l'Internet», a déclaré Hamid Bessalah, dimanche, en marge de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information. Toutefois, il ne précise pas comment éviter ce «préjudice». D'ailleurs, le ministre, qui agit en premier responsable de son secteur, a insisté une nouvelle fois sur le recouvrement des dettes de l'opérateur historique. «Si l'Eepad a vu sa connexion coupée c'est que justement il n'a pas honoré ses engagements au sujet des échéances établies pour le paiement de ses créances», notera-t-il.

T. H.

## PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA MÉDECINE LÉGALE

# Plus de 500 spécialistes attendus à Oran

**La wilaya d'Oran abritera la première conférence internationale sur la médecine légale ayant pour thème «la médecine légale : actualités et perspectives». Cette manifestation scientifique verra, selon ses organisateurs, la participation de près de cinq cents médecins légistes, juristes, avocats, magistrats, ainsi que d'autres experts médico-légaux. Elle se déroulera du 20 au 21 de ce mois, à l'auditorium de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran (EHU).**

**Ben Aziz - Oran (Le Soir)** - Selon le Dr Salim Boumeslout, médecin légiste au CHU d'Oran, membre principal du comité d'organisation, présidé par le professeur Abou Bakr, chef du service de médecine légale à l'EHU, «en plus des experts et spécialistes locaux, cette conférence devra regrouper d'autres personnalités brillantes dans le même domaine, sollicitées de France, Suisse,

Allemagne, Pologne, Guinée, Madagascar, Syrie, Yémen, Jordanie, Tunisie, Maroc, ainsi que d'autres pays voisins».

Organisée par la Société algérienne de médecine légale, en collaboration avec la faculté de médecine de l'Université d'Oran, l'EHU et le barreau d'Oran, cette conférence, explique le Dr Salim Boumeslout, traitera de sujets tels que la médeci-

ne légale judiciaire, le droit médical, l'identification, l'anthropologie, qui est l'étude des différentes caractéristiques des hommes du point de vue physique : taille, couleur et réflexif de la peau, forme du nez, volume du crâne, forme des yeux, proportions de la bouche, groupes sanguins, etc. Autres thème : la thanatologie (étude des signes, des conditions, des causes et de la nature de la mort), empreintes génétiques, médecine pénitentiaire, toxicologie médico-légale, dommages corporels et expertises, ainsi que d'autres volets intégrés dans la spécialité.

Selon notre interlocuteur, l'objectif de ces deux journées d'étude est «de faire le point sur cette spécialité,

sur ce qui a été fait et ce qui pourrait se faire», de même que «faire connaître les champs d'application de cette spécialité médico-judiciaire et son rôle, que ce soit au profit de la justice ou de la société».

Cette rencontre, selon notre interlocuteur, contribuera énormément au développement de la médecine légale en Algérie, de même qu'elle ouvre l'opportunité au personnel médical algérien de s'inspirer des expériences étrangères, chacun dans son domaine, au même titre qu'elle renforcera la collaboration avec la justice, la police scientifique, les laboratoires de toxicologie et la police judiciaire.

B. A.

## Nedjma présente ses nouvelles offres aux professionnels au Salon MED-IT 2009

Nedjma, l'opérateur leader de l'innovation et du multimédia mobile en Algérie, est présent à la 6<sup>e</sup> édition du salon MED-IT 2009, organisé sous le haut patronage de M. Hamid Bessalah, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Cette manifestation consacrée aux nouvelles technologies de l'information et des télécommunications verra le lancement par Nedjma Entreprises de deux nouvelles offres qui seront dévoilées aux professionnels lors de cette rencontre les 18, 19 et 20 mai au Palais de la culture de Kouba.

Pour cette édition, Nedjma participera en sa qualité de leader des solutions entreprises avec sa sous-marque Nedjma Entreprises, entièrement dédiée à l'accompagnement des entreprises algériennes dans leur quête de performance et de compétitivité sur le marché.

Dans le stand qui est déployé au Salon MED-IT 2009, les ingénieurs d'affaires de Nedjma Entreprises effectueront des démonstrations des dernières solutions innovantes proposées par Nedjma aux segments des grandes, petites et moyennes entreprises algériennes appliquées aux toutes dernières innovations dans le domaine des technologies mobiles.